

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8^e)
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur
GUSTAVE TÉRY



ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Paris..... 25 fr. 13 fr. 7 fr.
Départ..... 28 fr. 14 fr. 50
Etranger.... 36 fr. 19 fr. 10 fr.

"Vouloir la paix pour la paix, la paix à tout prix, ce serait accepter avec une égale indifférence le droit et l'injustice, la vérité et le mensonge ; ce serait une lâcheté et une impiété."

CARDINAL MERCIER, archevêque de Malines.
(Lettre pastorale de novembre 1916.)

AVIS ET DEVIS L'ENQUÊTE NÉCESSAIRE

C'est l'enquête sur les idées qu'ont les femmes, sur toutes leurs idées et même sur leurs idées de derrière la tête, si tant est que les femmes aient des idées de derrière la tête ou bien qu'elles aient des idées d'ailleurs.

C'est l'enquête sur les principes, les sentiments, les pensées, les aspirations politiques, sociales ou autres des femmes au moment où les féministes professionnelles, que notre affection admiratrice encourage diligemment, se flattent d'obtenir pour toutes les femmes le droit de voter, c'est-à-dire, à peu de chose près, le moyen de faire triompher leurs principes, leurs sentiments, leurs pensées, leurs aspirations politiques, sociales ou autres.

Cette enquête, je l'ai dit, est indispensable. Je la propose. Je la réclame. Il faut qu'elle se fasse. Elle se fera.

Elle se fera parce que le vote des femmes aurait dans la vie nationale et internationale une influence prépondérante.

N'est-il point raisonnable de se préoccuper tout de suite de savoir dans quelle sens s'exercera cette influence ? N'est-il pas raisonnable de se préoccuper de savoir comment voteront l'éminente Mme de Witt-Schlumberger, la pétulante Mme Louise Bodin, ou l'ardente Mme Fanny Clar, l'élite entière du féminisme, et surtout comment voteront la foule des femmes jolies soudain dans l'action électorale et pour qui ce sera vraiment une bien curieuse aventure...

Jamais aucun gouvernement, jamais aucun parlement ne se laisseront engager dans une affaire aussi formidable, ni entraîner sur cette charmante route sans s'appliquer d'abord à discerner où cette route conduit. Non, nos hommes d'Etat, nos parlementaires en qui pour cela comme pour le reste, nous voulons bien avoir toute confiance, ne joueront pas les Christophe Colomb illuminés et ingénus. Ils ne s'embarqueront pas sur leur caravelle en se disant : « Nous abourirons sûrement à un monde nouveau ; après quoi il sera toujours temps de voir ce que ce monde nouveau nous donnera. » Le rôle de Christophe Colomb, si brillant qu'il soit, est un rôle ingrat. Ils ne le prendront pas. Mais avant de s'en aller vers ce nouveau monde que fera surgir le vote des femmes, ils enverront des explorateurs, même des prospecteurs pour découvrir le terrain, et si j'ose dire, le tâter.

Et l'enquête nécessaire s'effectuera simplement parce qu'elle est logique. Il est beau déjà que le succès du vote des femmes soit un succès de la logique. Et cette enquête s'effectuera aussi parce que les féministes apostoliques et un peu surrexées prennent en face des partisans de l'enquête une attitude d'hostilité et contre l'enquête elle-même une attitude de révolte. Ah ! les gentilles petites fanatiques !

Pas de fanatisme, je vous prie, chère madame, à l'aurore de ces jours exquis que nous allons couler de compagnie, tenant chacun notre bulletin de vote à la main !

Or, parce que je réclame cette enquête, Mme Louise Bodin, par exemple, s'écrie que j'invente « cette enquête en désespoir de cause pour tâcher d'éviter ou de reculer un acte de justice auquel ne peuvent se résoudre les antiféministes. » Eh là ! décidément, les femmes, en devenant féministes, n'ont pas changé ! Mais Mme Louise Bodin est quasi victorieuse parce qu'elle a, avec elle, pour elle, M. Louis Martin, sénateur du Var, qui vient de publier un rapport sur la question...

M. Louis Martin a fait un rapport et il n'éprouve pas les appréhensions que nos féministes veulent croire malveillantes et qui ne le sont point et que j'éprouve fort... M. Louis Martin demande le suffrage intégral pour la femme française âgée de 25 ans revolus, franchissant du même coup, écrit Mme Louise Bodin, qui a l'air de sonner la charge, toutes les étapes intermédiaires, celle du suffrage municipal, revendication trop timide de l'Union française pour le suffrage des femmes.

Je m'attendais bien que le sénateur Louis Martin opinerait de la sorte. C'est pourquoi sa sévérité ne m'impressionne pas. Je me trompe, elle m'impressionne beaucoup, au contraire, parce qu'elle me fait souhaiter encore davantage l'enquête préalable que j'appelle — et que nous obtiendrons. Cette enquête, ce n'est pas pour nous la manœuvre de la dernière heure qui fait tout échouer : c'est la précaution de la première heure qui fait tout réussir. Il ne m'apparaît

L'autre unité

M. Balfour nous l'a dit lui-même : il n'eut besoin que d'y réfléchir deux heures pour faire à la note autrichienne cette réponse que les uns qualifient de « cinglante », les autres de « foudroyante ». Mais une dépêche de Washington nous informe que M. Lansing a battu le record de M. Balfour, car « sa déclaration fut faite moins d'une demi-heure après la réception des propositions autrichiennes ». Quant à notre Premier, on était bien sûr qu'il ne viendrait pas le dernier à la rescouf. Ah ! mes enfants, mes enfants de la patrie, quel coup de clairon ! quelle *Marseillaise* !

Voilà donc trois manifestations fort intéressantes ; mais, comme M. Balfour a pris soin de l'observer avec modestie, ce sont trois manifestations isolées et toutes personnelles. Nous connaissons l'avis de M. Balfour, de M. Lansing, de M. Clemenceau ; les peuples alliés ne seraient pas fâchés de savoir maintenant ce qu'en pense l'Entente — et comment elle s'est entendue pour le penser.

« A cette heure, s'est écrit M. Clemenceau, nos magnifiques poils ne demandent rien que le droit d'achever l'œuvre grandiose qui les sacre pour l'immortalité ! Que veulent-ils ? Que voulons-nous ? » La question est fort bien posée. Seulement M. Clemenceau n'y a pas répondu.

On conçoit d'ailleurs aisément qu'il ne pouvait y répondre tout seul, sans s'être mis d'accord avec les gouvernements alliés. Comme eux, nous désirons tous assurément que la paix soit « amenée par une décision militaire ». Mais quelle paix ? Et si nos soldats, comme le proclame éloquemment M. Clemenceau, ne demandent que « le droit d'achever l'œuvre grandiose qui les sacre pour l'immortalité », encore ne leur déplairait-il pas qu'on leur expliquerait plus précisément en quoi consiste « l'œuvre grandiose », et où et quand ils pourront la regarder comme « achevée ».

C'est évidemment là-dessus que les dirigeants de l'Entente vont débâcher pour publier un jour prochain leur déclaration commune. Pendant deux ans, nous n'avons cessé de souhaiter ici l'unité du commandement, et, depuis qu'elle est réalisée, chacun peut en voir les merveilleux effets. De même, dussions-nous paraître importuns, nous ne cesserons de demander, avec Marcel Sembat et Auguste Gauvain, l'unité de front diplomatique, assurés qu'elle aura des résultats meilleurs encore. L'expérience nous a suffisamment prouvé qu'on ne fait pas la guerre en cavalier seul ; n'en va-t-il pas de même pour la paix ?

Trois réponses d'un seul coup pour dire qu'on ne veut pas répondre, c'est trop. Ou pas assez.

Gustave Téry

LA NOTE AUTRICHIENNE est arrivée au quai d'Orsay

La Suisse étant chargée de représenter les intérêts austro-hongrois en France — comme elle représente d'ailleurs les intérêts français en Autriche-Hongrie — le gouvernement fédéral a prié son ministre à Paris, M. Dunant, de communiquer au gouvernement français la note, émanant du gouvernement de Vienne, que les journaux ont publiée. M. Dunant s'est acquitté cet après-midi de cette mission auprès de M. Pichon, ministre des affaires étrangères.

Un accusé de réception de cette communication sera adressé par M. Pichon, au nom du gouvernement de la République, au ministre du gouvernement fédéral à Paris.

LA 30^e VICTOIRE du sous-lieutenant Coiffard

Le sous-lieutenant Coiffard a incendié, le 14 septembre, deux ballons captifs ennemis et trois le 15 septembre, ce qui porte à 30 le total des appareils abattus par ce pilote.

pas que la France s'applique suffisamment à prévoir pour les organiser les lendemains de la guerre. Nous voulons qu'elle ait plus de prévoyance en ce qui concerne l'exercice éventuel du droit de vote des femmes.. Nous le voulons par sympathie pour les femmes et leurs revendications, et afin de persuader les féministes elles-mêmes que tout ce qui concerne les femmes doit être pris au sérieux.

J. Ernest-Charles

LES TROUPES FRANCO-BRITANNIQUES ONT ATTAQUÉ, HIER, SUR UN FRONT DE PLUS DE TRENTÉ-CINQ KILOMÈTRES

Presque partout elles ont conquis et dépassé la ligne de tranchées qu'elles occupaient avant le 21 mars

PLUS DE 6.000 PRISONNIERS ET UN GRAND NOMBRE DE CANONS

Communiqués français du 18 septembre (14 heures). — Au sud de l'Oise, activité d'artillerie pendant la nuit. De violentes contre-attaques ennemis, dans la région des plateaux au nord-est de Sancy, n'ont obtenu aucun résultat. Nous avons maintenu nos gains.

En Champagne et en Lorraine, nous avons exécuté des coups de main et fait des prisonniers.

(23 heures). — Au cours de la journée, nos troupes opérant en liaison avec l'armée britannique ont réalisé des progrès dans la région à l'ouest de Saint-Quentin.

SUR UN FRONT D'UNE DIZAINE DE KILOMÈTRES, NOUS

Communiqués britanniques du 18 septembre (après-midi). — A la suite de nos opérations d'hier dans la partie sud du front de bataille, nous nous sommes emparés du village d'Holnon. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

CE MATIN NOS TROUPES ONT ATTAQUÉ AU NORD-OUEST DE SAINT-QUENTIN.

Hier soir, une contre-attaque ennemie, soutenue par un tir violent d'artillerie, a réussi à nous repousser à la lisière ouest du village de Meuvres.

Une heureuse opération locale, effectuée pendant la nuit, nous a permis d'avancer légèrement notre ligne au sud du canal de la Bassée.

(Soir). — A 5 heures 20 ce matin, des troupes de la troisième et quatrième armée britanniques ont attaqué avec un succès complet sur un front d'environ seize milles, depuis Holnon jusqu'aux environs de Gouzeaucourt.

Sur tout ce front, nos troupes avançant sous une pluie torrentielle, ont enlevé d'assaut les positions ennemis. Franchissant l'ancien système des tranchées britanniques de mars 1918, elles ont atteint et emporté les défenses avancées de la ligne Hindenburg sur une grande étendue.

A notre droite, des divisions composées de troupes anglaises et écossaises ont pris Fresnoy-le-Petit, Berthaucourt et Pontrou, où elles ont rencontré et surmonté une forte résistance ennemie particulièrement à l'extrême droite de notre front d'attaque.

AVONS, MALGRÉ LA RÉSISTANCE ACHARNÉE DE L'ENNEMI, AVANCÉ NOS LIGNES DE DEUX KILOMÈTRES EN MOYENNE. NOUS AVONS ATTEINT LES ABORDS OUEST DE FRANCILLY-SÉLENY. PLUS AU SUD, NOUS TENONS LES LISIÈRES SUD DE CONTESTOUR ET NOUS NOUS SOMMES RAPPROCHÉS D'ESSIGNY-LE-GRAND. NOUS AVONS FAIT PLUSIEURS CENTAINES DE PRISONNIERS.

AU NORD DE L'AISNE, NOUS AVONS CONTINUÉ À PROGRESSER À L'OUEST DE JOUY.

L'ennemi a prononcé de fortes contre-attaques sur le plateau à l'est d'Allemant. Un retour offensif de nos troupes a refoulé l'ennemi et nous a valu de nouveaux gains de terrain et cent trente prisonniers.

Au centre droit, deux divisions australiennes se sont emparées du village de Le Verguier, Villers et Hargicourt. Poursuivant leur avance avec résolution, elles se sont établies dans les anciennes positions avancées de l'ennemi à l'ouest et au sud-ouest de Bellincourt, après avoir pénétré dans les défenses ennemis sur une profondeur de trois milles.

Au centre gauche, la soixante-quatorzième division de Yéomanry et d'autres divisions composées de troupes des comtés de l'Est et de Londres ont pris Templeux-le-Guérard, Ronsoy, Epéhy et Pézières et réalisé d'importants progrès.

Au nord de Pézières, la vingt-et-unième division a prononcé une attaque sur la partie nord du secteur qu'elle avait défendu si vaillamment les 21 et 22 mars.

Après s'être emparée de son ancienne ligne de tranchées ainsi que de la forte position connue sous le nom de Ferme de Vauzellette, et avoir repoussé une contre-attaque ennemie, elle s'est avancée de plus d'un mille au delà de ses anciennes lignes, faisant plusieurs centaines de prisonniers et s'emparant d'une batterie allemande entière avec ses atelages.

A notre aile gauche, d'autres troupes anglaises et galloises ont enlevé les hauteurs qui étaient restées aux mains de l'ennemi au sud de Gouzeaucourt ; elles ont atteint les lisières de Villers-Guislain et se sont emparées du Bois Gauche.

Au cours de ces opérations heureuses nos troupes ont fait plus de six mille prisonniers et capturé un certain nombre de canons.

L'OFFENSIVE DES ALLIÉS EN ORIENT

La progression atteint 15 kilomètres en certains points

Communiqué de l'armée d'Orient du 17 septembre.

— En dépit des importants renforts amenés en hâte par l'ennemi qui défend avec acharnement ses nouvelles positions, l'offensive alliée a continué avec succès le 17 septembre et tous les objectifs fixés pour la journée ont été atteints.

Les attaques se sont développées sur un front de 35 kilomètres environ et la progression a atteint une profondeur de 15 kilomètres en certains points.

LES TROUPES SERBES, OPÉRANT DE CONCERT AVEC LES TROUPES FRANÇAISES ET DES DÉTACHEMENTS HELLÉNIQUES, ONT ENLEVÉ DE HAUTE LUTTE LES VILLAGES FORTIFIÉS DE ZOVIK ET DE STARAVINA, LES HAUTEURS DE POLCHICHTE ET DE BECHICHTE, AU NORD DE LA RIVIÈRE GRADESCNITZA, ET LE VILLAGE DE GRADESCNITZA, DÉFENDU AVEC ACHARNE.

MONT PAR L'ENNEMI QUI AVAIT REÇU L'ORDRE D'Y TENIR A TOUT PRIX.

AU CENTRE, ELLES ONT PROGRESSÉ SUR LA CROUTE QUI SE DÉTACHE DU KOZIAK VERS LE NORD-OUEST ET PRIS PIED SUR LES HAUTEURS DU KUCH KOV KUMEN.

PLUS A L'EST, ELLES ONT FRANCHI LE POROJ, OCCUPÉ LE MASSIF DU TOPOLEC ET MARCHENT VERS LA HAUTEUR DE PRESLAP.

LE BUTIN EST CONSIDÉRABLE. PLUS DE 50 CANONS, DONT 20 LOURDS, SONT TOMBÉS EN NOTRE POSSESSION. LE NOMBRE DES PRISONNIERS AUGMENTE SANS CESSE.

L'AVIATION ALLIÉE, DOMINANT COMPLÈTEMENT L'AVIATION ENNEMIE ET SE DÉPENSANT SANS COMPTER, PREND LA PART LA PLUS ACTIVE À LA BATAILLE, EN LIAISON ÉTROITE AVEC LES TRoupes D'ATTaque.

Sur le reste du front, activité d'artillerie.

LE CARMEL A LA MODE

Lorsque Louise de la Baume Leblanc, duchesse de Lavallière, quitta le monde pour se réfugier parmi les filles du Carmel, peut-être n'eut-elle pas la suprême puériculture de vouloir commander sa robe de nonne à un grand faiseur du temps.

Notre Lavallière, — car les époques ont les saintes qu'elles méritent, — est venue l'autre après-midi chez son couturier, — qui est une couturière, — et elle a demandé qu'on voulût bien lui faire une robe très simple, qu'elle porterait dans sa retraite. Elle donna l'adresse où l'on devait livrer le petit modèle, celle du pauvre curé de campagne, qui surveille les hésitations et les tentations de la néophyte.

Ainsi l'on portera cet hiver la robe Lavallière, en bure violette, jupe ample et point trop courte, corsage échancré en cœur sur une guimpe empesée qui tient le cou.

Je vous jure que je n'invente rien.

Cette petite histoire bien parisienne comporte une moralité ; nous aurions tort

L'aviation dans la bataille

Communiqué britannique du 18 septembre. — Après les lourdes pertes de la veille, l'aviation ennemie a montré moins d'activité au cours de la journée du 17.

Sur notre front, le temps était beau avec un vent violent.

Nos appareils ont travaillé toute la journée, faisant des reconnaissances et prenant des photographies loin derrière les lignes allemandes, réglant le tir de notre artillerie et bombardant des aérodromes, des dépôts de munitions et différents objectifs.

Nous avons détruit onze appareils ennemis et forcé cinq autres à atterrir désespérément.

Dix des nôtres manquent.

Que ferons-nous en Russie ?

La diplomatie passive

Que faisons-nous, que ferons-nous en Russie ? demandait l'*Œuvre* il y a huit jours. Et, fait remarquable, plusieurs autres grands journaux parisiens, d'opinions très diverses, ont formulé cette question en même temps que nous, ce qui prouve l'importance du point d'interrogation diplomatique que nous possons.

Aucune question, en effet, — et c'est pourquoi nous la répétons avec insistance — n'est plus urgente et plus importante. De sa solution dépend la ruine ou la consolidation de cette « paix de l'est » que le vice-chancelier von Payer, récemment proclamait définitive, (« que cela plaise ou non à l'Entente »), et que nos ennemis regardent comme le fondement de leur sécurité présente et de leur domination future en Orient. Tout l'échafaudage des ambitions austro-allemandes dans l'Europe orientale et même en Asie repose sur le traité de Brest-Litovsk : de ce que deviendra la Russie résultera la valeur de ce traité, et la Russie sera ce que les Allemands ou les puissances de l'Entente la feront.

Les Allemands s'appuient sur une faction révolutionnaire, sur le gouvernement tyrannique et arbitraire des bolcheviks. Ce gouvernement est précaire, il vacille, il glisse dans le sang, mais, en attendant, nos ennemis tirent de son alliance des avantages très « objectifs », comme ils disent. Ils entretiennent les divisions de la Russie, ils justifient leur « protectorat » sur l'Ukraine, ils mettent la main sur les pays baltes, ils contrecarrent les efforts des Tchéco-Slovaques, ils perçoivent des indemnités de guerre...

Et nous, nous qui avons des troupes en Mourmanie, dans la province d'Arkhangel et jusqu'à 400 kilomètres de Petrograd ; nous qui sommes les maîtres de la plus grande partie du Transsibérien, croyons-nous pouvoir ne nous appuyer que sur des principes et non sur un parti ? Le rétablissement de l'ordre, qui est la condition du relèvement et de la prospérité de nos anciens alliés, est le but de notre intervention. Mais l'ordre se rétablira-t-il tout seul, et du seul fait de notre présence ? N'encourageons-nous pas au contraire l'anarchie en assistant impassibles à des querelles civiles — comme il s'en est produit à Arkhangel, — et en déclinant toute responsabilité, sous prétexte que ces querelles si violentes qu'elles soient se passent entre Russes ?

Nous savons bien que les diplomates français et britanniques ne sont pas libres de prendre des décisions concernant la Russie ; c'est les Etats-Unis et le Japon qui ont voix prépondérante en cette affaire. Mais les hommes d'Etat de Washington et de Tokio sont trop avisés pour ne pas souhaiter de rendre nette et efficace notre intervention en Orient, et il peut être utile qu'ils sentent que ce souhait est partagé par l'opinion française.

Charles Saglio

NOTRE PARIS

Quand, sur Paris, viennent les gothas, il n'y a rien de plus affreux, pour un Parisien, que d'être en province.

Ne criez pas au paradoxe, vous tous qui n'avez point séjourné en ces moments-là. Vous ignorez quel tourment fait naître, vers le soir, la lecture du bref communiqué relatant la nouvelle indursion. Vous n'avez pas vécu, des jours entiers, dans l'attente d'un journal, dont la consigne est de se taire, et de la lettre qui vous rassurera sur les êtres et les choses chères. Et surtout, vous ne savez pas de quelle irritation peut s'emparer un cœur à voir une lune énorme adoucir encore de sa lueur laiteuse la paix divine de la nuit paysanne.

Certes, à Paris, c'est l'angoisse qui rétrécit tous les coeurs, au cri déchirant des sirènes. Mais, après la fuite un peu échevelée vers les profondeurs de la cave, quelle est celle d'entre nous qui ne s'y laisse pas aller à une douce somnolence ? Le sentiment du danger est si faible qu'il ne suffit pas à tenir éveillé ; et l'on n'aspire à remonter que parce que la cave est humide, le tir de barrage assourdissant et qu'il faudra se lever le lendemain matin.

Ensuite, quel repos de se retrouver dans la douceur du *home* avec la certitude que la mauvaise chance s'est encore une fois éloignée de vous. Dans la nuit, restée pure, la lune est redevenue un astre inoffensif. Le fracas du canon est remplacé par l'allégresse des cloches, de toutes les cloches qu'avaient verser sur Paris les plus harmonieux accorde tout en gardant, chacune, la personnalité de son carillon. La note aigrelette et criarde de la berloque domine l'ensemble comme un éléphant de rire un peu fou. Et l'on sait que pendant un sommeil réparateur, des nouvelles prendront corps et que cent, bouches en instruiront votre réveil.

Des victimes, hélas ! toujours. Et pour aimer une vie si pleine d'horreurs, peuvent-il avoir la crainte d'en être brusquement exclu. Mais, au moins, l'on sait. On peut courir dans notre Paris, si peu ébréché, où s'allongent à l'infini les monuments et les maisons intactes. Et avec quelle confiance on s'endort dans la sécurité du bel orage qui s'apprête à prendre, dans le ciel, la place des gothas ! — HELÈNE DU TAILLIERS



De certaines formations madréporiques

Hier soir, après dîner, un de nos amis s'excusa de nous quitter si tôt. Mais il était absolument obligé d'assister à une réunion importante d'une Société à laquelle il appartient.

— Et si tu la plaquais pour ce soir, ta Société ?

— Oh ! Impossible... Les règlements... les sanctions... les amendes...

La Société dont fait partie notre ami est une Société de pêcheurs à la ligne. Ainsi, voilà un citoyen qui ne peut pas prendre sur lui d'aller pêcher à la ligne sans faire partie d'une Société, sans s'astreindre à des règlements, des réunions, des sanctions et des amendes... Quelle revanche morale pour le poisson !

Je n'entends pas incriminer les associations de pêcheurs à la ligne, mais cette étrange soif de servitude qui pousse les hommes à aggraver de fardeaux volontaires subis le joug inéchappable pesant sur leurs épaules. Il n'y a pas assez de lois communes, sans cause plus lourde, par quoi nous ne pouvons librement aller, venir, manger, aimer, dormir, penser peut-être ; il faut encore que nous entravions notre fantaisie, que nous réglementions nos distractions, que nous assujettissions nos plaisirs et nos goûts intimes à je ne sais quel idéal typhonique réglementaire et bureaucratique.

Oserez-vous jouer aux boules sans faire partie d'une société de joueurs de boules ? Oserez-vous jouer à la littérature sans faire partie d'un groupe littéraire ? Oserez-vous jouer à la politique sans vous affilier à une partie, à une section, à un syndicat ? Oserez-vous admirer une forêt ou un château historique sans vous être inscrit au préalable parmi les Amis de Compiegne ou de Fontainebleau ? Oserez-vous émettre une opinion, afficher un goût qui ne soient adoptés à la majorité des voix et enregistrés au procès-verbal ?

Allez-vous pour crier : « Vive la Liberté ! » et faste attention de marcher bien au pas... Nommez des présidents, des vice-présidents, des trésoriers, des dignitaires ; montrez ainsi que votre sens de l'égalité vaut votre conception de la liberté.

Hommes, vivez en hommes, c'est-à-dire à la manière des madréporés ; c'est le seul moyen de bâtir des œuvres anonymes et durables ; vous êtes des cellules dans un organisme, des molécules agrégées sur une planète qui subit le mouvement d'un système sidéral.

Hommes, laissez aux loups de la jungle l'illusion de l'indépendance ; laissez aux fous de la ville l'illusion de la fantaisie, écrasez l'escargot qui prend sa frêle coquille pour une tour d'ivoire et qui prétend se soustraire à la gravitation universelle.

Continuez à bâtir la Cité future.

La Cité future est une formation madréporique.

G. DE LA FOUCARDIÈRE

Merci !

Dans un grand music-hall de la rue de Clichy, on joue une revue où la presse est représentée (sur la scène) par deux douzaines de petites femmes. La partie essentielle du costume de ces petites femmes est constituée par une ceinture sur laquelle est inscrit le titre du journal, que chacune d'elles figure. Elles chantent en choeur,

d'un air morne, des choses totalement dénuées d'intérêt... C'est la presse...

Or, pas un journal parisien n'a été épargné par le terrible revuiste... pas un journal, excepté l'*Œuvre*, L'*Œuvre* ne figure ni dans le chœur, ni dans le défilé.

Nous ne saurons trop remercier l'auteur, le directeur et le metteur en scène d'avoir fait en notre faveur une aussi flatteuse exception.

La fourmi thérapeute

On trouve de curieuses choses dans les livres de médecine. Voici une histoire qui figure au Traité de Bouchard et Brissaud, tome II, page 193 :

La pratique des immersions froides fait dans un but thérapeutique servait en usage chez certains animaux, il faut en croire Moggridge. « J'ai vu, dit-il, une fourmi envelopper une autre le long d'une branche dont la communauté se servait comme d'un viaduc pour arriver à la surface de l'eau, lui faire subir une immersion d'une minute, puis la ramener à grand-peine et l'étendre au soleil pour qu'elle se remette.

Moggridge néglige de nous dire s'il a fait procéder à des tractions rythmiques de la langue et si les fourmis ont installé un poste de secours aux noyés à l'extrémité de leur viaduc.

Un Gardien trop facétieux

Beaucoup d'étrangers visitent actuellement le château de Fontainebleau : notamment des officiers américains qui ont la vénération des choses du passé et qui pénètrent avec une émotion respectueuse dans cette demeure historique.

Or, les visiteurs sont dirigés à travers les salles du château par un vieux gardien qui est sans doute un brave homme, mais dont l'excessive jovialité manque par instants de tact et de mesure.

C'est dans les termes suivants qu'il rappelle certains souvenirs historiques :

— C'est dans cette salle, messieurs-dames, que Poincaré a offert un gueuleton à Alphonse. Qu'est-ce qu'ils se sont envoyés comme pinard !

Sur quoi, les Américains qui connaissent la langue française se regardent d'un air effaré... Et le gardien s'arrête pour rire tout seul de sa fine plaisanterie, dont plusieurs éditions n'ont pas épousé pour lui le rôle.

Dans une autre salle, le guide déclare :

— Ah ! Ici, on a f... des tas de meubles du XV^e, du XVI^e et du XVII^e... Je sais pas pourquoi... Faut pas chercher à comprendre...

Il suffira certainement de signaler ces faits à M. Georges d'Esparbes pour qu'il donne une petite leçon de tenue à ce garde trop facétieux, et lui fasse comprendre que les libres façons des grognards de l'Empire ne sont plus de mise au château de Fontainebleau.

Les bouteilles et les coopératives

Comme suite à un écho paru ici même, on nous fait savoir que le gérant de la coopérative divisionnaire du secteur 216 reprend les bouteilles vides (à 0 fr. 40) et que, dans le mois d'août seulement, il en a racheté 28.000.

C'est fort bien et cela prouve d'abord qu'on boit bien dans le secteur, et ensuite que ce officier d'administration est plus avisé que certains de ses collègues.

Il serait bon qu'il en fût de même dans toutes les coopératives militaires.

L'honnête écrivain

S'il est des débiteurs de tabac dont l'appréciation est plus noire que celle des mercantes, il y en a qui relèvent brillamment l'honneur de la corporation.

Témoin l'honnête buraliste — désignons-le, celui-là — du n° 35 de la rue des Abbesses, qui a placé, à la devanture de sa boutique, une pancarte ainsi libellée :

Inutile de venir consommer pour avoir du tabac

Voilà qui est loyal, et grand... et rare.

L'OFFENSIVE DE PAIX



— Qu'est-ce que tu veux ? Un chiffon de papier ?

M. BORET et les restaurateurs

Dans tous les restaurants on devra pouvoir faire un repas pour le prix maximum de 20 francs

Ainsi que nous le faisons prévoir hier, M. Victor Boret a, au cours de l'entrevue qu'il a eue dans la soirée avec les représentants du Syndicat de l'alimentation, fait part aux restaurateurs de mesures qu'il juge indispensables de prendre afin de lutter à la fois contre le gaspillage et contre les addictions excessives de certains établissements.

Les moyens qu'il compte employer et qui feront bientôt l'objet d'un décret sont exposés dans la note suivante que le ministère du Ravitaillement communiqua à la presse :

M. Delcros, président du Syndicat des restaurateurs, et ses collègues ont été reçus au ministère de l'Agriculture par M. Victor Boret qui leur a fourni quelques indications précises sur les dispositions que, sous forme de décret, il se propose de soumettre à l'approbation de M. le président de la République, pour lutter à la fois contre le gaspillage et les addictions excessives de quelques établissements de luxe.

Tout d'abord, chaque table de restaurant devrait être munie d'une carte indiquant le prix du couvert, celui de tous les plats sans exception, du vin ordinaire, bière, eau minérale, café.

Le décret, limitant le nombre des plats, seraient maintenus et continués.

Afin d'éviter tout déchet inutile, la portion de viande servie à chaque consommateur se doit strictement limiter.

Enfin, sans que le prix fixe soit établi sous la forme où il avait été précédemment envisagé, chaque restaurateur devrait établir sa carte de manière que le consommateur ne soit victime d'aucune surprise et puisse faire, s'il le désire, pour le prix maximum de vingt francs (vin ordinaire, café et couvert compris) le repas composé de : potage, hors-d'œuvre, deux plats et dessert, prévu par le décret du 12 février dernier.

Le ministre n'a pas caché aux représentants des restaurateurs qu'il avait décidé à l'établissement du prix fixe et obligatoire au cas où les mesures envisagées ne permettraient pas d'obtenir le résultat recherché.

Ces mesures sont, à peu de chose près, celles que nous avons annoncées. Nous continuons donc à dire que la loi de limiter les portions et le nombre de plats servis à chaque consommateur ne peut suffire à déterminer une économie générale, si une surveillance n'est pas exercée plus rigoureusement que jusqu'à ce jour. La limitation du nombre de plats a été ordonnée par décret le 12 février 1918. Il faut bien reconnaître que le texte de ce décret a été bien rarement appliqué. A ce point que plusieurs de nos confrères montrent récemment la nécessité de cette mesure comme si elle n'avait jamais été prise.

Comme pour toutes les mesures restrictives, on n'obtiendra sur ce point de véritables résultats que si l'on veille à la complète exécution des ordres du ministre.

Afin de limiter les prix, le ministre oblige chaque restaurateur à établir sa carte de telle sorte que le consommateur puisse faire, pour un prix maximum de 20 francs, le repas prévu par le décret du 12 janvier 1918.

Est-ce là une mesure suffisante ? Il s'agit de savoir ce que l'on entend par addition excessive. Pour nous, ce n'est pas obligatoirement une addition de cinquante à cent francs. Ce peut être, et c'est en général, une addition dont le montant n'est pas proportionné à la qualité et au nombre des plats servis.

Fixer un maximum de 20 francs pour tous les restaurants, c'est laisser à la plupart la possibilité de commettre tous les abus. Et ce n'est pas supprimer toute mauvaise surprise pour le consommateur.

Nous ne prétendons pas, d'ailleurs, qu'il faille imposer un prix fixe à tous les restaurants, à l'exclusion de tout service à la carte. Il y a dans Paris un certain nombre — peu élevé — d'établissements de grand luxe, dits à la « grande carte ». Ces restaurants — ainsi que nous le faisons valoir M. Paillasson, avec lequel nous nous sommes entretenus, hier — maintiennent le bon renom de la cuisine française. Ce qui n'est pas négligeable, car rien n'est à négliger de tout ce qui peut, devant l'étranger, témoigner du goût et de la délicatesse de notre pays. Il est à considérer d'autre part que la réputation de ces restaurants est assez

grande, leur apparence assez luxueuse pour qu'aucune méprise ne puisse se produire.

Les plaintes qui déterminent M. Boret à agir n'émanent donc certainement pas de la clientèle de ces restaurants.

Ce n'est donc pas à celle-là qu'il importe aujourd'hui de venir en aide.

AU PALAIS

QUI A TIRÉ ?

Il paraît que, dans les procès d'assises, l'accusation ne se trouve pas dans le dossier communiqué à l'avocat général, M. Frémont, le distingué magistrat, qui reçut hier dans une affaire d'ailleurs banale en elle-même, à éprouvé tout l'inconvénient de ce malencontreux système. Il exposait depuis quelques instants au jury que l'accusé était poursuivi sous l'inculpation de coups mortels lorsque M. Boucard, qui présidait, lui indiqua qu'il faisait fausse route. M. Frémont rectifia, mais il paraît qu'il se trompait encore et M. Boucard indique au jury quel était le véritable chef d'accusation : homicide volontaire, coups et blessures volontaires. On pense tout le temps que M. Bernardreau, avocat du prévenu, a tiré de l'incident.

Maintenant, voici les faits, selon l'accusation. Au cours d'une bagarre qui se produisit il y a quatre mois, boulevard de Clichy, entre habitués de trottoir, un certain Paul Payeur intervint pour défendre sa dame, Eugénie Bosmars. A un moment, à sortir un revolver de sa poche. Un coup de feu retentit et un soldat attable à la terrasse d'un café voisin tomba tué raide. Ces faits de ces faits que Payeur et Eugénie Bosmars avaient à répondre. Mais personne n'a vu Payeur tirer : et nul n'est venu en témoigner nettement.

Pour l'avocat général, c'est Payeur qui a tué le soldat. M. Bernardreau a plaidé la doute avec habileté et avec charme et Payeur fut évidemment acquitté si M. le président Boucard n'avait posé la fameuse question subsidiaire de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner. Le jury l'ayant rejeté, Payeur a été condamné à cinq ans de réclusion et à cinq

IL Y A DU VIN

POURQUOI LE PAYONS-NOUS TROP CHER ?

Il est une actualité pour les grandes questions alimentaires ; les saisons la ramènent, mais aussi une sorte de rythme qui porte à certaines époques les efforts et les espoirs de la spéculation plutôt vers telle denrée que vers telle autre. Nous avons connu la crise de la viande ; celle des pommes de terre est toute récente. Voici celle du vin.

Elle éclate au moment même des vendanges. Jusqu'à ces derniers temps, le vin était cher, très cher, mais on en trouvait ; aujourd'hui, c'est plus cher encore, et l'on n'en trouve pas, du moins à Paris.

Il est entendu que la faute en est aux compagnies de transports. Elles s'obstinent, affirment-on, à laisser pourrir sur leurs voies de garage des centaines — on a dit des milliers — de wagons-réservoirs inutilisés.

Il est fort surprenant que les compagnies de chemins de fer entendent si mal leurs intérêts. Mais il y a des gens qui entendent trop bien les leurs. Ce sont les courtiers de cette marchandise si rare. Ils se sont organisés de telle sorte que, pour un voyage fait par un wagon-réservoir, celui-ci subit une série d'opérations commerciales, de ventes et de reventes, atteint des prix qui rien ne limite, laisse entre les mains de ces intermédiaires des bénéfices que rien ne justifie. C'est grâce à cette spéculation que l'on peut voir aujourd'hui, sur les lieux de production, un wagon-réservoir acheté au prix de 48.000 francs, une plate-forme pour 37.000 francs.

Pour obtenir de tels prix, un seul procédé a été efficace : la raréfaction volontaire de la marchandise, qu'on cherche de ce côté. Les moyens de transports, actuellement, ne sont pas une propriété comme une autre ; le droit du propriétaire est primé par l'intérêt général ; on a réquisitionné tous les navires marchands ; on a réglé leur utilisation ; le commerce n'en est pas libre. Que n'en a-t-on fait autant pour les wagons-réservoirs ?

Mais l'élément « transports » n'est pas le seul du problème. Sans doute, quand le vin, à la propriété, se vend 70 francs l'hectolitre et 2 fr. 20 le litre chez le débitant, les variations du prix chez le producteur ne peuvent être considérées comme la cause de la crise ; elles s'ajoutent aux autres cépendant, et si le vin baissait à la propriété, il est probable qu'il augmenterait moins à Paris. Nous l'avons espéré un instant. Il n'en sera pas ainsi, nous dit-on ; pour nous en convaincre et nous y résigner, on nous insinue que la récolte n'est pas « aussi bonne que cela ». La raison ? La sécheresse !

Il a fait trop sec durant les mois de juillet et d'août ; le raisin ne s'est pas développé ; en beaucoup d'endroits, surtout dans les terres légères, il a « figué », c'est-à-dire qu'il s'est recuit et desséché, inapte désormais à une maturation normale.

Il est très exact que cet inconvénient est apparu vers la fin d'août dans nos vignobles de Bourgogne. Mais les pluies opportunes surviennent à ce moment en ont eu très rapidement raison. Dans cette région, la vigne est superbe, et les orages de grêle seuls pourraient désormais compromettre localement la récolte.

Quant au Midi, cette allégation est totalement injustifiée. La grande proportion de vignes de plaine, en terre forte, la vigueur particulière des plants employés dans ces régions et l'abondance de la feuille protectrice, l'accalmement de la plante au régime d'une contrée où les pluies d'été sont une très rare exception, font que les grands chaleurs de juillet et d'août, loin d'être un désastre pour la vigne, lui sont au contraire extrêmement favorables. Si, par surcroît, des pluies de septembre viennent gommer la grappe, alors le vigneron connaît la grande abondance. C'est le cas cette année.

Les spéculateurs à la hausse comprennent d'ailleurs que l'argument de la sécheresse ne saurait frapper que des gens totalement ignorants des conditions dans lesquelles la vigne est cultivée. Nous avons en mains des lettres de négociants méridionaux qui, abandonnant presque cet argument, se rejettent, pour affirmer que la récolte sera déficiente, sur les causes plus anciennes : la gelée, le mildiou, la mauvaise floraison, la coquilles.

Il y a eu de la coquilles, parce que les ébourrellements ont été mal faits, faute de combustible, a-t-on dit. Mais le mal fut minime ; à la veille de la récolte, les appartenances, nul ne le contestait alors, étaient magnifiques ; les pluies de septembre ont répa-

ré, et au delà, le tort hypothétique causé par la sécheresse. Pourquoi donc est-on venu hier insinuer que la récolte sera moins bonne qu'on ne l'espérait, si ce n'est pour pouvoir brutalement affirmer — comme on le fait aujourd'hui — qu'elle est déficiente ?

Et puis, il y a — nul ne le conteste — du vin à la propriété : c'est donc que la production de l'an dernier a été supérieure à la consommation. Ce reliquat, ajouté à la présente récolte, ne pourrait suffire à la demande, raréfiée — et dans quelle mesure ! — par les hauts prix, et par les difficultés de transports ?

Car enfin, si les wagons-réservoirs sont introuvable, et le vin intransportable, il ne doit pas être très demandé au pays de production. Alors pourquoi encherit-il, même là-bas ?

François Leben

Gazette du tabac

Le bureau où on ne s'en fait pas

Il est situé place Dancourt. Tous les dimanches et jours de fête il est fermé. Les vacances d'été étaient venues il a fermé pendant plus d'un mois.

Et pendant ce temps-là les fumeurs... eh bien ! ils ne fument pas.

Mais un buraliste n'est-il pas tenu d'ouvrir son bureau les jours... ouvrables ?

Les quatre bureaux de Poissy

Afin de donner satisfaction à la population — au moins moralement — la ville de Poissy (S.-et-O.) a établi une carte de tabac. Et elle a perçu 0 fr. 30 par titulaire. Ce ne sera rien si la municipalité veillait à une répartition équitable.

Mais sur quatre bureaux, un seul touche du tabac pour ses clients. Il y a quinze jours, les trois bureaux disgraciés n'en avaient aucun paquet alors que le quatrième en avait 600. La semaine dernière les trois bureaux en recevaient environ chacun 100 et le quatrième 900.

C'est fort injuste — dans la ville qui vit naître saint Louis.

Où s'en va le perlot

Le 10 septembre dernier, le buraliste d'une caserne de Montpellier, M. G., était pincé au moment où il faisait sortir un sac de tabac destiné à un chasseur ou garçon de café — pour revendre avec majoration.

Le commandant intervint et protesta, mais le buraliste lui déclara qu'il avait « bien le droit de vendre son tabac à qui il voulait ».

Savoir ?

Comme ce buraliste est civil, le commandant n'a rien pu faire. Mais la Régie de droit bien s'occupera du cas. Le connaît-elle seulement ? — JEAN NICOT.

BREF

Le docteur Bandelac de Pariente mis en cause au cours des débats qui se sont déroulés devant la Haute-Cour, après avoir protesté auprès du président, M. Dubost, a demandé au gouverneur militaire de Paris de faire procéder à une enquête.

Le capitaine Bouchardon chargé de ce soin vient de communiquer son rapport, d'où il résulte que rien ne permet de suspecter en aucune façon la conduite du docteur Bandelac de Pariente au point de vue de ses relations avec les ennemis de la France.

L'AFFAIRE GIRARD

De nombreuses lettres parviennent au Parquet, depuis l'arrestation du courrier Girard, de sa femme et de son amie, la veuve Donatéan.

Il s'agit dans la plupart de ces lettres de morts suspectes, attribuées à tort ou à rai sur l'inculpé.

M. Richard, juge d'instruction, vient de charger le service des délations judiciaires de procéder à des investigations, relatives à une dénonciation parvenue récemment au magistrat.

Rappelons que déjà Girard est soupçonné d'avoir empoisonné une dame Monin, dont l'exhumation a eu lieu dernièrement. Les résultats de l'examen médico-légal ne sont pas encore connus.

Elèves aspirants - Grandes écoles

On peut se préparer chez soi aux examens d'Elève-Aspirant de toutes armes ainsi qu'à toutes les Grandes Écoles en suivant les cours par correspondance de l'École Universelle, 10, rue Chardin, Paris. Milliers de succès. Brochure n° 92 francs.

— Vous a-t-il parlé, hier ? Est-ce qu'il a l'air fâché ?.. Si vous saviez, Monsieur Prosper ! Ce n'est pas de ma faute, aussi ! Je vous le jure. Il ne pense à rien. Voilà. Et toujours la même chose. Ou bien il explique ses projets d'avenir, quand il sera célèbre.. parce qu'il a du talent. Maurice... J'ai eu tort de partir, n'est-ce pas ? Est-ce que vous croyez qu'il va se mettre en colère quand il me verra ?

— Pourquoi êtes-vous partie ?

— Il fait si froid, chez lui, Monsieur Prosper... Si froid ! Et nous n'avions pas d'argent... Alors...

— Alors ! continua Prosper qui feignait de pénétrer à l'instant ce mystère... ce poète, votre robe... elle est jolie votre robe ! Et votre manteau, Mademoiselle Irène. Tout cela...

Le gros homme voulut prendre un air indigé.

— Il faut monter tout de suite chez votre ami, Mademoiselle Irène. Allez. Soyez pas triste. M. Coquelet est intelligent. Il comprendra.

— J'ai justement peur qu'il ne comprenne pas, répondit-elle.

Cependant elle s'était levée. Dans la glace du comptoir elle arrangea ses anglaises que la pluie avait défaîtes, lissa d'un doigt ses sourcils et essaya de sourire.

— Je laisse mes paquets. Prosper la regardait.

— Avez pas peur, conseilla-t-il avec bonhomie.

— Tant pis ! répondit Irène.

Elle gravit les cinq étages en courant et en s'efforçant de ne s'engager à rien.

— Mademoiselle, salua l'artiste...

— Monsieur...

Tous trois levèrent leur verre, burent puis, sans mot dire, se regardèrent. Ils auraient voulu sourire. Mais la jeune Irène, que Coquelet avait lui-même surnommée Mademoiselle de Beauchasse, baissa aussitôt les yeux qu'elle avait très grands et chercha à se donner une contenance.

Mlle de Beauchasse n'avait pas dix-neuf ans. Des boucles blondes encadraient son joli visage. Elle soupira.

— Hein ? s'informa Prosper.

— Je n'ose pas monter, avoua l'amie du poète, que va-t-il dire ? Et s'il ne voulait plus à présent ?

Dingo-Dublin haussa les épaules.

— Je vais travailler, annonça-t-il sans s'excuser.

— Monsieur Prosper, appela Irène. Il s'approcha.

LES ALSACIENS-LORRAINS ne veulent pas servir l'Allemagne

Notre avance victorieuse ne nous donne pas seulement des prisonniers et du matériel. Elle fait aussi tomber entre nos mains beaucoup de papiers officiels présentant un grand intérêt.

Voici des documents qui prouvent que, malgré quarante-sept ans d'efforts, l'Allemagne n'a pu arriver à germaniser les pays qu'elle a annexés par la force.

Section de munitions de parc d'artillerie n° 354

Le 14-3-18.

A l'officier instructeur de l'Etat-Major d'Etapes 321.

Plusieurs hommes de ma section m'ont communiqué l'observation suivante, qu'ils ont pu faire depuis quelque temps très souvent, à la cantine.

Des Alsaciens venus à la cantine auraient, presque sans exception, tenu des propos désagréables et déclaré, avec des paroles injurieuses, qu'ils ne marcheraient plus, etc.. Mes hommes, irrités et très excités par une partie conduite, auraient naturellement essayé chaque fois de leur faire comprendre combien ces manifestations étaient injustes et stupides et combien leurs agissements étaient nuisibles à la patrie ; ces observations auraient été régulièrement suivies d'altercations et de rixes provoquées alors par les Alsaciens.

Mes hommes ont été frappés de l'attitude des Alsaciens appartenant à l'infanterie, à l'artillerie, aux sections de munitions de quelque division que ce soit. Ils sont davis que cette attitude est causée par un travail d'excitation systématique.

J'ai, bien entendu, pris aussitôt les mesures nécessaires pour que de pareils individus, au cas où ils tiendraient de semblables propos, ne puissent rester plus longtemps dans la cantine de ma section. J'ai également ordonné qu'on m'informe immédiatement de chaque cas particulier.

Groupe d'armées Gallwitz
Le N° 521 secret Q. G., le 15-3-1918.
Au sujet de l'attitude anti-allemande des soldats alsaciens.

Je vous envoie ci-joint un message de la section de munitions 354.

Il convient d'instruire tous les officiers et soldats que les soldats alsaciens manifestant par actes ou paroles des sentiments anti-allemands se rendent coupables d'un délit grave.

Les ordres nécessaires doivent être donnés aux officiers et aux hommes de troupe en vue de prendre des mesures immédiates et énergiques contre ces coupables dont les noms doivent être indiqués au commandement.

De pareilles manifestations de soldats alsaciens doivent être punies selon les rigueurs de la loi.

Les cas particulièrement intéressants devront aussitôt être communiqués au groupe d'armées.

Le général commandant.

Signé : v. GALLWITZ.
Général d'artillerie.

Le 19-3-1918.

Groupe d'armées C.

Commandement supérieur d'armées

II C. No 33/18 secret.

Copie conforme.

Signé : von EGGELDING.

Le 19-3-1918.

La Ligue contre les mercantis

Le 18 septembre. — La Gazette de Lausanne divulgue l'ordre secret suivant, qui a été adressé par la direction impériale des postes à Strasbourg aux différents contrôles postaux :

Secret Septembre 1917.

Ainsi que l'on a pu le constater par des échantillons de lettres prélevés au hasard par le contrôle d'armée dans la correspondance d'Alsace-Lorraine, le contenu de l'immense majorité des lettres (80 %) expédiées d'Alsace-Lorraine est peu favorable à la cause allemande, quand il n'est pas nettement antiallemand. Il est donc nécessaire de surveiller plus étroitement la correspondance des Alsaciens-Lorrains, même au risque de froisser l'infime minorité d'Alsaciens-Lorrains bien pensants.

Cet ordre ne doit être, sous aucun prétexte, communiqué à des neutres (est Neutralen gegeben streng geheim zu halten).

Direction impériale des postes, à Strasbourg.

La Ligue contre les mercantis

Le prix scandaleux du vin

M. Millerat, président de la section de police économique de la ligue contre les mercantis, vient de saisir le ministre du ravitaillement de la plainte d'un adhérent de la ligue.

Les faits indiqués ont trait au prix scandaleux du vin vendu aux troupes par des intermédiaires peu scrupuleux.

Explications complémentaires fournies par M. Sembat :

Cette dépêche, envoyée d'Arkhangel, le 21 août, a touché Roubanovitch avec un très grand retard.

Signé : Président du gouvernement provisoire :

N. W. TCHAKOWSKY.

La joli visage aux boucles blondes qu'il tenait serré contre le sien l'éblouissait et le grisait. Leurs lèvres se cherchèrent.

Irène se blottit. Mais quelque chose la séparait de Coquelet qui, dans son vieux veston, frissonna. Elle aurait voulu dire combien il était étrange qu'après une nuit et un jour d'absence, elle trouvait charmante la chambre étroite et glacée du jeune homme. Hier encore, elle la détestait. Il y avait un fait qu'irène ne s'expliquait pas. Comme c'est bizarre !.. Les murs tout nus, la lampe au verre brouillé, la petite table encombrée de bouquins et de manuscrits, le morceau de glace que retenaient quatre clous au-dessus de la toilette boîteuse, le carreau froid, la fenêtre sans rideaux, tout cela — pauvres témoins de jours heureux ! — lui parlait et

Dernière heure

LA MANŒUVRE PACIFISTE DE L'AUTRICHE

Toute l'Amérique se réjouit de la réponse de M. Wilson

New-York, 17 septembre. — A la réunion pour la ligue pour la paix par la victoire, tenue hier soir, l'ex-président Taft a proposé une résolution déclarant que la ligue « se réjouit du refus du Président Wilson d'accepter l'invitation des gouvernements autrichien et allemand. »

La résolution déclare également que la ligue se porte garantie de la paix qui entraînera la destruction du militarisme allemand et la création d'une ligue des nations libres.

La résolution conclut :

Prendre part à une conférence avec l'Allemagne vaincue serait un aveu que nous avons manqué notre but.

Pas de traité avec les dirigeants actuels de l'Allemagne

New-York, 17 septembre. — Le refus personnel opposé par le Président Wilson à la proposition de l'Autriche rencontre une approbation sans restriction dans la presse entière des Etats-Unis.

Le New-York Sun résume l'opinion tous répandue de la façon suivante :

Il ne peut y avoir de discussion sur les conditions de la paix quelle qu'elle soit, surtout pas pour une paix durable, aussi longtemps qu'il n'y aura pas de preuve que nous traitons avec le peuple allemand, et pas seulement avec les dirigeants actuels de l'Allemagne aux paroles, aux conditions, aux traités, à la bonne foi desquels aucun homme et aucune nation ne peut aujourd'hui ajouter foi.

L'attitude du Saint-Siège

Rome, 18 septembre. — Selon l'Epoca, il y aurait au Vatican deux tendances : une qui voudrait que le Vatican s'abstient de répondre à la note autrichienne, l'autre de répondre à ce que voudrait que le Vatican ne se bornât pas à une fin de non-recevoir.

Toutefois on croit que le Saint-Siège adoptera une attitude d'observation et avant de prendre quelque décision attendra la réponse des gouvernements alliés à la note autrichienne.

Un ultimatum alimentaire des Etats-Unis à la Finlande

Stockholm, 17 septembre. — Le correspondant à Helsingfors du Stockholm Tidningen télégraphie :

Le docteur Kaarle Ignatius, représentant de la Finlande aux Etats-Unis, qui vient de rentrer en Finlande, dit que les Etats-Unis ont déclaré au mois de juin dernier que l'indépendance de la Finlande ne serait pas reconnue aussi longtemps que les troupes allemandes demeuraient dans le pays et que la Finlande ne recevra pas plus de céréales des Etats-Unis. Dès que les troupes allemandes auront quitté le pays ces questions recevront une solution favorable à la Finlande.

G Toux-Rhumes GOMENOL
Pâtes : 1,75. Sirop : 4 f. Capsules : 4 f. (impôts compris)
Dans toutes les bonnes pharmacies et avec 0,25
en sus. 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

APPRENZ rapidement chez vous la STENO-DACTYLO
Demandez le programme gratuit
des Etats JAMES-BUFFEREAU 96 Rue
NANCY - BORDEAUX - MARSEILLE

SAVON votre gare contre remb. Flotte
ainé Savonnerie à Salon (B-d-R) de ménage, postal 10 kil., 30 fr.

Les Spectacles

M. JEAN PÉRIER, COMÉDIEN

M. Jean Perier, de l'Opéra-Comique, jouera prochainement au Vaudeville dans une revue, puis créera Pasteur, la nouvelle œuvre de M. Sacha Guitry.

THEATRES

Cet après-midi :
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — Polyeude : Le Médecin malgré lui.

OPERA-COMIQUE. — 1 h. 30. — Les Contes d'Hoffmann.

Odeon. — 2 h. — Les Femmes savantes : Il ne faut jurer de rien.

Dans les autres théâtres, même spectacle que le soir.

Ce soir :
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 7 h. 45. — L'ami des femmes.

OPERA-COMIQUE. — 7 h. 30. — Marion.

Odeon. — 8 h. — Les Bonbons.

Paris-Royal. — 8 h. 15. — Botru chez les civils.

PORTÉ-Saint-MARTIN. — 8 h. 30. — Le Chemineau.

GYMNASIE. — 8 h. 30. — La Vérité toute nue.

ATHÈNE. — 8 h. 30. — La petite femme de Loth.

ANTOINE. — 8 h. 30. — Afgar.

RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Floreal et Palapom.

CHATELET. — 8 h. 30. — La Course au honneur.

SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 30. — les Nouveaux Riches.

AMOUR. — 8 h. 15. — Le train de 8 h. 45.

VAUDEVILLE. — 2 h. 30 et 8 h. 20. — Nono avec Sacha Guitry, Yvonne Printemps, etc.

GRAND-QUIGNOL. — 8 h. 30. — Gardiens de Phare.

LA LARME. — Péché de jeunesse. — La Lanterne. Mercredis, samedis, dimanches, matinée.

MUSIC-HALLS ET CONCERTS

FOLIES-BERGÈRE (Gnt. 02-59). Quand même !

revue. Sam., dim., matinée.

OLYMPIA (Central 44-68). 2 h. 30 et 8 h. 20. Specta-

cle de musiciens. — La Romaneille (bal.)

CONCERT MAYOL. Prince Rigadin et sa troupe.

Concert. Georgius, 20 artist.

CINEMAS

GAUMONT-PALACE. — 2 h. 15 et 8 h. 15. —

Un joli monsieur ; Charlot et le comte.

AUBERT-PALACE. — L'ambition ; Charlot et le comte ; Nouveautés Journal.

TIVOLI-CINEMA. — Charlot et le comte. Une au-

dacieuse évasion. Tivoli-Jal.

OMNIA PATHÉ. — 2 h. à 11 h. La Barrière du sang ; Bidart est rentré saoul.

Nos lecteurs sont priés de vouloir bien adresser tous les mandats exclusivement à M. l'administrateur de l'Œuvre.

Le gérant : RENÉ PRESLEUX.

Société Anonyme des Imprimeries WELLHOFF et ROCHE,

18-19, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

LA GUERRE EN RUSSIE

Les Tchéco-Slovaques s'emparent de Perm

Pékin, 16 septembre. — Le consul général des Etats-Unis à Irkoutsk communiqua aujourd'hui que les Tchéco-Slovaques ont pris la ville de Perm.

Par contre, le front tchéco-slovak de la Volga continue d'être menacé et Samara peut se trouver en danger. En conséquence, le gouvernement provisoire qui végétait à Oufa.

Le succès de la mobilisation en Sibérie

Vladivostock, 17 septembre. — La mobilisation s'est accomplie en Sibérie, occidentale d'une manière très satisfaisante. Par ordre du général Ivanov, l'armée sibérienne a repris l'épaulette et l'académie de l'état-major a été rouverte à Tomsk.

La Douma de Sibérie siège dans cette ville depuis le 10 septembre.

Bakou a été pris par les Turcs

Bâle, 18 septembre. — On mandate de Constantinople, à la date du 17, que selon des informations autorisées, la ville de Bakou a été prise.

Bakou était menacé depuis que les Turcs ont repris l'offensive entre Tiflis et la Caspienne, vers le 20 juillet. La ville était défendue par des contingents, peu nombreux, d'Arméniens et de Russes. Quelques compagnies anglaises y avaient été envoyées d'Enzel (Perse) à travers la Caspienne, mais il y a plusieurs semaines déjà que l'état-major britannique avait reconnu la nécessité de les retirer.

Les bolcheviks mettent leurs trésors à l'abri

Stockholm, 18 septembre. — En même temps que la contribution en or exigée par le traité complémentaire russe-allemand, Lénine fit exporter 22 millions pour le parti maximaliste et pour ses propres besoins.

On mandate de source autorisée qu'une partie des bijoux de la couronne d'une valeur de 20 millions se trouvent entre les mains de Trotsky.

Les Français arrêtés à Petrograd ont été relâchés, mais à Moscou, ils restent incarcérés.

Il est possible que les Français de plus de 48 ans, les femmes et les enfants puissent partir.

Les Chinois se méfient des bolcheviks

Londres, 18 septembre. — On mandate de Pékin au Times :

Une grande agitation règne en Mongolie et dans le Ting-Kiang, causée par l'apparition de prisonniers allemands et de bolcheviks. Plusieurs, déjà désarmés par les Chinois et d'autres qui ont refusé de rendre leurs armes, ont été expulsés.

Comme résultats des négociations, le conseil russe a accepté que les opérations militaires ne seraient pas continuées dans le Ting-Kiang. Mais Pékin a télégraphié des instructions formelles pour désarmer tous les prisonniers et les bolcheviks qui passent la frontière.

Tragique tentative d'évasion en masse de Belgique

Amsterdam, 18 septembre. — Les nouvelles de La Haye annoncent qu'un terrible drame s'est déroulé dans la nuit du 13 septembre à la frontière, entre la Belgique et le Limbourg hollandais : 170 patriotes belges tentaient de passer à travers les fils électriques, à Mosch, près d'Ypres. Selon les rapports de témoins oculaires, les Belges furent trahis par une femme et les Allemands furent avertis. Un groupe de dix Belges, décidés à se sacrifier si cela était nécessaire, avaient pris les devants, afin de surprendre les sentinelles et de couper les fils barbelés. Ils purent tuer trois des soldats allemands qui voulaient les arrêter ; mais des mitrailleuses furent souffrant démasquées et ouvrirent le feu. Les dix Belges tombèrent devant d'avoir pu couper les fils de fer ; ensuite, 70 de leurs compatriotes, dont trois soeurs de charité, furent arrêtés : les autres réussirent à se sauver à l'intérieur de la Belgique après une véritable chasse à l'homme.

La conférence des rois scandinaves

Le roi de Norvège à Stockholm

Amsterdam, 18 septembre. — Le roi Haakon de Norvège est arrivé lundi à Stockholm où le roi de Suède lui a offert un dîner officiel qui a été l'occasion d'un échange de toasts très cordiaux entre les deux souverains.

Le roi Haakon et le roi Gustave partiront pour le Danemark, où leur sera offert, le 26 septembre, un lunch et un dîner de gala au château d'Amalienborg.

Pluies raids couronnés de succès ont

AU CONGRÈS SOCIALISTE INTERALLIÉ

" Pas de paix à tout prix mais une paix honorable "

Londres, 17 septembre. — Dans une allocution prononcée aujourd'hui, à la conférence travailleuse interalliée, le président a dit :

Nous ne sommes pas ici pour faire figure d'hommes prêts à concilier la paix à n'importe quel prix, c'est-à-dire de défaiteistes ; mais nous sommes des gens qui désirent une paix honorable et durable.

Traiteur de la proposition austro-hongroise, le président a dit :

Il est de notre devoir d'explorer toute voie qui puisse mener à la paix.

On a offert à M. Kerensky un siège à côté des membres du bureau.

M. Henderson a expliqué que les délégués russes n'étaient pas arrivés, mais que M. Balladour avait écrit, disant que les passeports accordés permettraient aux délégués de partir de Bergne par le prochain bateau de l'Amirauté.

M. Henderson a lu un télégramme des délégués russes, appelant l'attention sur les difficultés indicibles du peuple russe sous le régime bolchevique et priant le monde occidental d'envoyer en Russie une commission afin de mener une enquête sur la politique du gouvernement des Soviets.

Le président a déclaré que la conférence est d'avis qu'une mission se rende en Russie.

La question électorale en Allemagne

Il peut en résulter une crise politique

Berne, 18 septembre. — Le Berlener Tageblatt publie un article sur la crise politique :

Ce n'est pas dit, une crise de parti, ni une révolution causée par la crise alimentaire. C'est une crise de régime, il s'agit de savoir si, oui ou non, nous aurons un régime parlementaire, si le peuple sera appelé à se prononcer sur ses intérêts ou si on le traitera toujours sans le consulter. En mot, si le gouvernement subsistera avec la droite ou avec la gauche. Comme le gouvernement est, sur nombre de points, en contradiction formelle avec le peuple, la crise ne cessera de s'aggraver jusqu'à ce qu'on lui ait trouvé une solution dans le sens liberal. Et la grande question anglo-saxonne du moment est de savoir si la solution qui rendra la paix intérieure à l'Allemagne peut être apportée par les hommes actuellement au pouvoir.

En attendant, l'Allemagne entière est convaincue que la guerre ne pourra se terminer heureusement pour nous que quand le peuple allemand aura la faculté d'exprimer son opinion. Il faut donc que tous les obstacles qui s'y opposent tombent. Voilà le sens de la crise actuelle.

En Hongrie aussi une crise est à prévoir

Amsterdam, 18 septembre. — Le docteur Weckerle est arrivé dimanche à Vienne. Il a eu une audience lundi avec l'empereur et a fait un rapport sur la situation politique en Hongrie qui, d'après le correspondant du Lokal Anzeiger à Budapest, est dévasté dernièrement très critique.

On assure que le cabinet Weckerle va démissionner dans un bref délai.

Le nom du prince Windischgrätz est cité comme celui du successeur probable du docteur Weckerle.

Le roi de Norvège à Stockholm

Le roi Haakon de Norvège est arrivé lundi à Stockholm où le roi de Suède lui a offert un dîner officiel qui a été l'occasion d'un échange de toasts très cordiaux entre les deux souverains.

Le roi Haakon et le roi Gustave partiront pour le Danemark, où leur sera offert, le 26 septembre, un lunch et un dîner de gala au château d'Amalienborg.

Pluies raids couronnés de succès ont

LA BATAILLE SUR TOUS LES FRONTS

Les Franco-Serbes continuent leur progression

Salonique, 17 septembre. — Nous avons repoussé une forte contre-attaque ennemie dans la région de Koziaik. Les troupes allemandes, accourues pour secourir les Bulgares, ont été mises en fuite avec eux.

Sur l'ensemble du front, nous continuons la progression. Le village de Gradenitsa est entre nos mains.

Les troupes alliées ont pris le village de Stalovina.

Le nombre des prisonniers dépasse 4.00